



Liminaire CSA local de la direction du Puy de Dôme du 20/01/2023

Monsieur le Président,

Nous sommes réunis aujourd'hui en deuxième convocation pour ce premier CSAL du 63.

L'année 2022 a été singulière à plus d'un titre pour notre administration et ses personnels. Les élections professionnelles ont rappelé l'attachement des agents à la démocratie sociale et à un syndicalisme de proximité, force de propositions et combatif.

Cet esprit de combat est d'autant plus important que s'installent à compter de cette année 2023 les nouvelles instances issues de la loi de transformation de la fonction publique. Cette loi de 2019 affaiblit les droits, garanties des personnels et fragilise leur défense. La conception qu'elle emporte du dialogue social est très en deçà des urgences sociales. Elle démontre une fois encore que l'État employeur cherche, avant tout, à aseptiser les phases de discussions et de concertations, et à minimiser toutes formes de négociations.

De plus, la DGAFP n'a pas jugé opportun de mettre à disposition tant des administrations que des élus que nous sommes, les outils permettant d'enclencher dès le 1^{er} janvier 2023 le bon fonctionnement des nouvelles instances.

Ainsi, l'annonce d'un projet type de règlement intérieur pour les CSA qui sera présenté en mars 2023 est tout simplement inacceptable.

Nous estimons également qu'il est nécessaire que les pratiques qui antérieurement s'appliquaient dans les CT et CHSCT demeurent. Ce sont des acquis qui ne doivent pas être perdus.

Dans tous les cas, Solidaires Finances Publiques, au plan national comme au plan local, mettra tout en œuvre pour faire vivre et avancer les revendications des agents de la DGFIP dans toutes les instances de dialogue social, et par tous les moyens que nous jugerons adaptés.

Cette nouvelle année s'est engagée sous de bien tristes auspices, avec notamment les conséquences de la loi de finances, qui frappe une fois encore la DGFIP et notre direction en matière de suppressions d'emplois.

Sur ce point, nous réaffirmons que pour Solidaires Finances Publiques aucune suppression d'emplois n'est légitime.

L'annonce de **850 nouvelles suppressions d'emplois nettes** masque en réalité **1359 ETP qui seront ponctionnés dans les directions territoriales**, détériorant un peu plus l'exercice des missions et les conditions de travail des personnels.

La déclinaison actée par la Direction locale des suppressions d'emplois ne relève que de votre seule responsabilité.

Une fois encore, Solidaires Finances Publiques poursuivra sa mission d'information et de sensibilisation des personnels afin de construire, avec eux, les propositions et les rapports de force indispensables pour donner à la DGFIP tous les moyens nécessaires à son bon fonctionnement et au respect des droits et garanties de tous.

Si depuis des années la DGFIP tient le choc face à toutes les charges qui lui incombent, c'est bien par la force de son collectif, et c'est ce collectif et donc l'ensemble des agents qui doit être reconnu dans sa globalité.

2023 verra aussi la mise en place du nouveau Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM) et de nouvelles instances de dialogue social dans lesquelles Solidaires Finances Publiques assumera son rôle pour obtenir des avancées.

Solidaires Finances Publiques 63 formule quelques vœux complémentaires pour 2023 :

- Nous attendons le renforcement des mesures de protection pour tous les personnels.
- Nous demandons que soit donné aux agents en charge de missions de contrôle, de recouvrement, d'accueil, les moyens de mener à bien leur mission.
- Nous souhaitons mettre fin à l'exaspération des usagers qui ne trouvent pas dans les espaces France services de réponses satisfaisantes à leurs demandes.
- Nous souhaitons une meilleure et réelle prise en compte des souffrances au travail des agents.
- Nous appelons de nos vœux une reconnaissance par l'ensemble de la hiérarchie avec davantage d'humanité dans le management.
- Et enfin, nous espérons une formation anticipant les départs des « sachants ».

Nous ne pouvons conclure cette déclaration liminaire sans faire un focus particulier sur la réforme des retraites qui s'annonce.

Solidaires Finances Publiques 63 s'inscrira pleinement dans le combat contre ce projet alors que notre direction compte un grand nombre d'agents « potentiellement » concernés par ses impacts négatifs (diminution des pensions, allongement de l'âge légal de départ à la retraite...).

Monsieur le Président, tout va de plus en plus mal dans notre département !